

L'an deux mille quinze et le quatorze décembre, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 14 DÉCEMBRE 2015

Date de convocation : 8 décembre 2015

Affiché le : 18 décembre 2015

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 50

Nombre de votants : 59

Nombre d'absents excusés : 4

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC
Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Yvette GUIOU – Joël BOTREAU – Pauline DREANO - Jean-François SENAC – Caroline BALAS – Gérard ROLLAND - Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Peggy BERTOLUCCI - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS DE MALEVILLE – Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : absent excusé Lafare : procuration La Roque Alric : procuration La Roque sur Pernes : procuration Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan: Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians: Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Éric FERRARO (suppléant de Gaby BEZERT).

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Nathalie REYNARD a donné procuration à Luc REYNARD – Christiane MARCHELLO-NIZIA a donné procuration à Yvette GUIOU – Karine GUEZ a donné procuration à Bernard BOSSAN – Francis JULLIEN a donné procuration à Ghislain GRICOURT – Joseph BERNHARDT a donné procuration à Bernard CHARRASSE – Bénédicte MARTIN a donné procuration à Dominique BODON – Roselyne SULTANA a donné procuration à Aimé NAVELLO – Jean-Paul ANRES a donné procuration à André AIELLO à partir de la délibération n°203-15 – Louis BONNET a donné procuration à Michèle PLANTADIS à partir de la délibération n°203-15.

ABSENTS EXCUSÉS : Christian GONNET – Hervé de LÉPINAU – Julien AUBERT – Éric UGHETTO à partir de la délibération n°201-15.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Guy GIRARD

Délibération n°209-15

Direction Générale des Services Techniques – Service Bâtiment

Objet : Agenda d'Accessibilité Programmée des Établissements Recevant du Public de la CoVe

Conseil de Communauté de la CoVe du 14 décembre 2015

Délibération n°209-15

Direction Générale des Services Techniques – Service Bâtiment

Objet : Agenda d'Accessibilité Programmée des Établissements Recevant du Public de la CoVe

Le Conseil de Communauté,

Vu la loi du 11 février 2005 dite loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, portant obligation de rendre accessible tout ERP privé ou public au 1^{er} janvier 2015,

Vu l'ordonnance 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des Établissements Recevant du Public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées,

Vu le décret 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des ERP,

Considérant le diagnostic accessibilité des bâtiments recevant du public dont la CoVe est propriétaire, précisant que les 6 bâtiments suivants : Hôtel de communauté, Camping du Brégoux, Aérodrome Ventoux Edgar Soumille, écoles intercommunales de Saint-Pierre de Vassols, de Modène et de Suzette, ne répondent pas aux normes d'accessibilité,

Considérant les contraintes budgétaires de la CoVe exigeant l'étalement de ces investissements sur une période de 3 ans,

Vu le projet d'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'Ap) tel qu'exposé dans le document annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Accessibilité du 25 novembre 2015,

Entendu le rapport du Vice-Président délégué à l'accessibilité,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER le projet d'agenda d'accessibilité programmée des établissements de la CoVe recevant du public,

Article 2 : D'AUTORISER le Président à présenter au Préfet du Département de Vaucluse, la demande d'approbation de l'agenda d'accessibilité programmée comprenant les éléments contenus en annexe.

Transmis en Préfecture le : **18 DEC. 2015**

Publication par affichage le : **18 DEC. 2015**

Exécutoire le : **18 DEC. 2015**

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

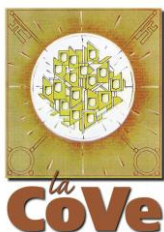
Le Président,


Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 18/12/2015



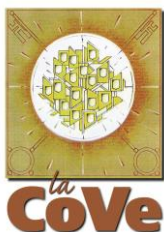
Pièce justificative 1

Annexe 1 (5.1) : Complément de la Liste des Établissements recevant du Public à rendre accessibles sur une période

Coordonnées/Nom de l'Établissement	Établissement 4	Établissement 5	Établissement 6
Nom	Camping du Brégoux	Aérodrome	Hôtel de Communauté
Département / Commune	84 810/Aubignan	84 210/Pernes les Fontaines	84 200/Carpentras
Adresse	410 chemin du Vas	232 chemin de ST Gens	1171 Avenue du Mont Ventoux CS 30085
Catégorie Type	5 ^{ème} catégorie/type L	5 ^{ème} catégorie/type	5 ^{ème} catégorie/type W

Annexe 2 (5.3.3): Complément de la Liste des IOP et des dates prévisionnelles des travaux

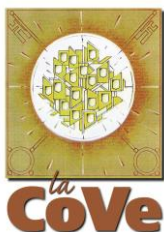
Liste IOP	Département d'implantation	Date prévisionnelle de début de 1 ^{ère} action de mise en accessibilité de l'ERP	Date prévisionnelle de fin de la dernière action de mise en accessibilité de l'ERP
Établissement 4	84 810/Aubignan	Novembre 2016	Mars 2018
Établissement 5	84 210/Pernes les Fontaines	1 ^{er} trimestre 2018	Décembre 2018
Établissement 6	84 200/Carpentras	1 ^{er} trimestre 2018	Décembre 2018



Annexe 3 (5.3.3) : Nature des actions de mise en accessibilité programmées sur les trois années

Période/Nature de l'action	ERP	Nature de l'action de mise en accessibilité
Année 1	École communale de Saint Pierre de Vassols	Début des travaux en Août 2015 : Accessibilité des salles de classes, réhabilitation des sanitaires, bureaux et salles d'activités.
	École communale de Modène	Accès à l'établissement (réalisation d'une rampe avec palier de repos et remplacement d'une grille devant porte sanitaire). Signalisation dans le bâtiment : Placer les pictogrammes pour signaler la classe et les sanitaires, installation d'une plaque en braille. Dispositifs d'accueil et de commande : Déplacement des commandes d'éclairage et d'alarme incendie Sécurité Alarme : Doubler l'alarme incendie sonore par une alarme visuelle pour les personnes malentendantes
	École communale de Suzette	Accessibilité salles de classes, salle d'informatique.
	1 ^{ère} tranche camping du Brégoux	Accueil Locaux standards Stationnement
Année 2	2 ^{ème} tranche camping du Brégoux	Cheminements extérieurs caractéristiques Cheminements extérieurs Escaliers
Année 3	Aérodrome Ventoux Edgar Soumille	Cheminements extérieurs caractéristiques Cheminements extérieurs Escaliers Stationnement Accès et Accueil Circulations intérieures horizontales Locaux standards Sanitaires
	Hôtel de la CoVe	Dispositions relatives aux cheminements extérieurs (escalier principal, cheminement derrière le bâtiment) Disposition relative au stationnement automobile Dispositions relatives aux accès à l'établissement (accès principal à l'accueil

		<p>au RDC)</p> <p>Dispositions relatives aux circulations intérieures : (escalier de l'accueil vers R+1, escalier de l'accueil vers R- 1, Escalier aile Ventoux, Escalier Aile comtat R+1, Escalier Aile Dentelles, éclairage dans les escaliers, Ascenseur de type 2)</p> <p>Dispositions relatives aux portes, portiques et sas,</p> <p>Dispositions relatives aux locaux ouverts aux publics, aux équipements et dispositifs de commande</p> <p>Dispositions relatives aux sanitaires,</p> <p>Dispositions relatives à l'éclairage,</p> <p>Dispositions supplémentaires relatives aux ERP assis (salle du conseil)</p>
--	--	---



Pièce justificative 2 : Projet stratégique de mise en accessibilité de l'ensemble des établissements et installations ouvertes au public

- I Méthodologie employée pour l'élaboration de l'Ad'Ap :

1.1 Critères de priorisation retenus :

La fonction du bâtiment et l'enjeu des services publics rendus, corrélés avec la fréquentation du bâtiment à rendre accessible,
La facilité de mise en œuvre des travaux,
Le montant de l'enveloppe des travaux en adéquation avec les finances de l'EPCI,
L'évolution des bâtiments dans le projet de l'agglomération.

1.2 État des lieux :

Le parc bâtiment de la CoVe est jeune, la Communauté d'agglomération ayant été créée en 2003, toutefois dans le cadre des compétences transférées certains bâtiments anciens sont gérés par la CoVe et méritent d'être mis aux normes accessibilité.

C'est le cas des écoles faisant l'objet d'un regroupement pédagogique intégré (ERPI), notamment école communale de St Pierre de Vassols, de Modène, et de Suzette.

D'autre part, l'équipement touristique communautaire du camping du Brégoux, sis sur la commune d'Aubignan a déjà fait l'objet de mise aux normes, puisque l'ensemble des sanitaires et des douches sont actuellement accessibles. Il reste à mettre en conformité certains locaux dont l'accueil, ainsi que l'ensemble des cheminements extérieurs.

Enfin, l'aérodrome Ventoux Edgar Soumille géré par la CoVe mérite d'être mis aux normes, aucun travaux n'ayant été engagés sur cet équipement depuis que le transfert en a été fait auprès de l'EPCI.

1.3 Choix opérationnels :

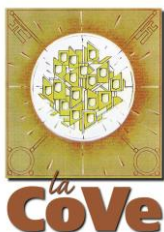
La stratégie de mise en accessibilité arrêtée a été conçue par site et non par type de travaux. En effet, il est apparu plus cohérent de rendre un site totalement accessible que de morceler sa mise aux normes, à l'exception du camping du Brégoux, équipement dont les investissements étaient trop lourds pour être engagés dans leur totalité.

Les choix de programmation conformément aux critères de priorisation ont donc été définis comme suit :

2016 : Mise aux normes de tous les ERPI ainsi que les locaux du camping du Brégoux,

2017 : Mise aux normes des cheminements extérieurs du camping du Brégoux,

2018 : Mise aux normes de l'aérodrome Ventoux Edgar Soumille et de l'Hôtel de communauté, dont seul l'accueil actuellement est classé ERP.



Calendrier des réunions de travail et des concertations avec les partenaires associés :

Date	réunion	membres	Objet
Jeudi 9/04/15	Comité de pilotage	DGS, M. Marteau, DST M. Hubert, Responsable bâtiment, M. Truc, Responsable financier, M. Forestier Vice-Président Voirie/bâtiment, M. Girard, Vice-président délégué à l'accessibilité : M. Botreau	Définition de la stratégie de l'Ad'ap
Mercredi 06/06/15	Comité technique	DST, FX Hubert, Responsable bâtiment, F. Truc, responsable financier, C. Forestier	Analyse des diagnostics de mise en conformité et choix de programmation
Mercredi 25/11/15	Commission Accessibilité	Membres de la commission + partenaires institutionnels + représentants des personnes handicapées, visuels, auditifs et moteurs	Présentation du diagnostic accessibilité, des travaux à engager et de leur programmation sur 3 ans.
Lundi 30/11/15	Commission Voirie/Bâtiments travaux neufs	Membres de la Commission.	Bilan des travaux réalisés sur les bâtiments de la CoVe et présentation de l'Ad'ap.
Lundi 14/12/15	Conseil de communauté	Élus communautaires	Validation par les conseillers communautaires du projet d'Ad'ap des ERP

Demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)

Articles L. 111-7 et D. 111-19-34 du code de la construction et de l'habitation (CCH)

- Cadres 1 et 2 informations nécessaires à l'instruction de la demande d'approbation
Cadre 3 informations nécessaires à la vérification de la demande d'octroi de périodes supplémentaires
Cadres 4 et 5 informations nécessaires à l'instruction de la demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)
Cadre 6 engagement du (des) demandeur(s)

Vous pouvez utiliser ce formulaire si :	Cadre réservé aux services préfectoraux
<p>Vous souhaitez demander l'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap) pour la mise en accessibilité ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un seul établissement recevant du public (ERP) sur plusieurs périodes, - de plusieurs établissements recevant du public (patrimoine comprenant ou non des installations ouvertes au public) sur une ou plusieurs périodes, - ou d'une (des) installation(s) ouverte(s) au public (IOP) sur une période. <p>Cette demande vous permet d'accomplir les formalités nécessaires.</p> <p>Dans le cas d'un Ad'ap pour un établissement recevant du public sur une, deux ou trois années, veuillez vous reporter au Cerfa 13824</p>	<p>N° de l'Ad'ap : _____</p> <p>Date de réception en préfecture : _____</p>

1. Identité du demandeur et des co-signataires le cas échéant

Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le chef de file du suivi du dossier dans le cas d'un co-financement

Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs identités sur papier libre

Vous êtes un particulier

Madame ☐

Monsieur ☐

Nom, prénom

Date de naissance

Vous êtes une personne morale

Raison sociale et Dénomination Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin

N° SIRET

2 4 8 4 0 0 0 5 3 0 0 0 5 9

Représentant de la personne morale

Madame ☐

Monsieur ☒

Nom, prénom

ADOLPHE Francis

Date de naissance à défaut de N° SIRET

2. Coordonnées du demandeur et des co-signataires le cas échéant

Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur papier libre

Adresse

Numéro

1171

Voie

Avenue du Mont Ventoux

Lieu-dit

Boîte postale

CS30085

Code postal

84203

Localité

CARPENTRAS

Si le demandeur habite à l'étranger

Pays

Division territoriale

Téléphone fixe

0 4 9 0 6 7 1 0 1 3

Portable

Indicatif si pays étranger

Adresse électronique

@

3. Votre dossier concerne		Veuillez vous reporter au :	
Un seul ERP et votre demande concerne <input type="checkbox"/>		Cadre 4	
deux périodes de 3 ans soit 6 ans maximum (sous conditions) ¹ <input type="checkbox"/>			
Nombre d'années demandées : <input type="text"/>			
trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions) ¹ <input type="checkbox"/>			
Nombre d'années demandées : <input type="text"/>			
Précisez les conditions remplies pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité <i>d'un seul ERP</i> lié à des difficultés techniques ou financières (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : <ul style="list-style-type: none"> • Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable ² <input type="checkbox"/> • Autre : <input type="checkbox"/> à préciser : <input type="text"/> 			
Plusieurs ERP et IOP et votre demande concerne <input checked="" type="checkbox"/>		Cadre 5	
une période soit 3 ans maximum <input checked="" type="checkbox"/>			
Nombre d'années demandées : trois ans			
deux périodes de 3 ans soit 6 ans maximum (sous conditions) ¹ <input type="checkbox"/>			
Nombre d'années demandées : <input type="text"/>			
trois périodes de 3 ans soit 9 ans maximum (sous conditions) ¹ <input type="checkbox"/>			
Nombre d'années demandées : <input type="text"/>			
Précisez les conditions remplies pour obtenir l'approbation d'un étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité <i>d'un ensemble d'ERP</i> (demande de périodes supplémentaires sous conditions : voir notice) : <ul style="list-style-type: none"> • Situation budgétaire et financière délicate définie par l'arrêté visé au VI de l'article D. 111-19-34 du CCH : fournissez les éléments relatifs à votre situation financière, attestée, le cas échéant, par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable ² <input type="checkbox"/> • Autre : <input type="checkbox"/> à préciser : <input type="text"/> 			
Pour les patrimoines dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe ¹ : <div> Nombre de communes d'implantation : <input type="text"/> </div> <div> Nombre de bâtiments concernés : <input type="text"/> </div>			
Une seule IOP et votre demande concerne <input type="checkbox"/>		Cadre 4	
une période soit 3 ans maximum <div> Nombre d'années demandées : <input type="text"/> </div>			
Plusieurs IOP et votre demande concerne <input type="checkbox"/>		Cadre 5	
une période soit 3 ans maximum <div> Nombre d'années demandées : <input type="text"/> </div>			

¹ Selon les cas, vous devrez démontrer la situation technique ou financière de votre établissement ou que la mise en accessibilité de votre établissement est particulièrement complexe. Les conditions sont définies par l'arrêté pris en application du IV de l'article D. 111-19-34 du Code de la construction et de l'habitation

² Pour les personnes de droit privé ou les établissements publics dont les opérations comptables sont exécutées suivant les usages du commerce l'attestation de la situation financière délicate est établie par le commissaire aux comptes ou l'expert comptable

4. Demande d'agenda d'accessibilité programmée pour un seul établissement recevant du public sur 2 ou 3 périodes ou pour une installation ouverte au public sur 1 période

4.1 - Adresse du terrain

Nom de l'établissement ou de l'installation			
Numéro		Voie	
Lieu-dit			Boîte postale
Code postal		Localité	

4.2 - Classement sécurité incendie de l'ERP : (Catégorie et type d'exploitation en application de l'article R. 123-19 du code de la construction et de l'habitation)

4.3 - Analyse de la situation de votre établissement ou installation à la date de la demande au regard des obligations d'accessibilité en vigueur

Veillez joindre une note annexe si le projet le nécessite

4.4 - Chiffrage et calendrier de la mise en accessibilité de l'établissement ou de l'installation

Les tableaux à renseigner dans la présente section diffèrent selon la durée de l'Ad'ap, la justification de cette durée et la distinction ERP/IOP (cocher la case correspondante) :

Ad'ap portant sur un ERP du 1er groupe (1ère, 2ème, 3ème ou 4ème catégorie) et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée par l'ampleur des travaux nécessaires (renseigner uniquement la sous-section 4.4.1)

☐

Ad'ap portant sur un ERP et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée par des contraintes techniques ou financières (renseigner uniquement la sous-section 4.4.2)

☐

Ad'ap portant sur un ERP et une durée de 7, 8 ou 9 ans justifiée par des contraintes techniques ou financières (renseigner uniquement la sous-section 4.4.2)

☐

Ad'ap portant sur une IOP et une durée de 1, 2 ou 3 ans (renseigner uniquement la sous-section 4.4.3)

☐

4.4.1 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur un ERP du 1er groupe et sur une durée de deux périodes de 3 ans maximum justifiée par l'ampleur des travaux envisagés (Art. L. 111-7-7 II du CCH) :

Les actions concourant à la mise en accessibilité de l'établissement peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

	Actions de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de début (mois, semestre...)	Date prévisionnelle de fin (mois, semestre...)
Année 1			
Année 2			
Année 3			
Année 4			
Année 5			
Année 6			

Veillez joindre une note annexe si le projet nécessite un plus grand nombre d'actions de mise en accessibilité

	Estimation financière de la mise en accessibilité
Année 1	
Année 2	
Année 3	
Période 2 (années 4, 5 et 6)	
Total	

4.4.2 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur un ERP et deux ou trois périodes de 3 ans maximum justifiées par des contraintes techniques et financières (Art. L. 111-7-7 III du CCH)

Les actions concourant à la mise en accessibilité de l'établissement peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

	Actions de mise en accessibilité envisagées (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de début (mois, semestre...)	Date prévisionnelle de fin (mois, semestre...)
Année 1			
Année 2			
Année 3			
Période 2 (années 4, 5 et 6)			
Période 3 (années 7, 8 et 9)			

Veillez joindre une note annexe si le projet nécessite un plus grand nombre d'actions de mise en accessibilité

	Estimation financière de la mise en accessibilité
Année 1	
Année 2	
Année 3	
Période 2	
Période 3	
Total	

4.4.3 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur une IOP et une période

Les actions concourant à la mise en accessibilité de l'installation peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

	Actions de mise en accessibilité envisagées (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de début (mois, semestre...)	Date prévisionnelle de fin (mois, semestre...)
Année 1			
Année 2			
Année 3			

Veillez joindre une note annexe si le projet nécessite un plus grand nombre d'actions de mise en accessibilité

	Estimation financière de la mise en accessibilité
Année 1	
Année 2	
Année 3	
Total	

4.5 - Dérogations

Des demandes de dérogation seront-elles susceptibles d'être sollicitées dans le cadre de la mise en œuvre de cet agenda ?

Oui ☐ Dans ce cas, en joindre la liste indicative

Non ☐

5. Demande d'Agenda d'accessibilité programmée pour plusieurs établissements recevant du public sur 1, 2 ou 3 périodes ou pour plusieurs installations ouvertes au public sur 1 période

5.1 – Liste des établissements ou des installations

Etablissement N° 1

Nom de l'établissement ou de l'installation	École intercommunale de St Pierre de Vassols		
Département d'implantation	84	Commune d'implantation	Saint Pierre de Vassols
Adresse de l'ERP/IOP	Quartier Saint Trouba		
Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type)	5ème catégorie R		

Etablissement N° 2

Nom de l'établissement ou de l'installation	École communale de Modène (ERPI de St Pierre de Vassols)		
Département d'implantation	84	Commune d'implantation	Modène
Adresse de l'ERP/IOP	le village		
Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type)	5ème catégorie R		

Etablissement N° 3

Nom de l'établissement ou de l'installation	École communale de Suzette (ERPI du Barroux)		
Département d'implantation	84	Commune d'implantation	Suzette
Adresse de l'ERP/IOP	Le Village		
Classement sécurité incendie de l'ERP (catégorie et type)	5ème R		

Veuillez joindre une note annexe si la taille de votre patrimoine le nécessite.

5.2 - Analyse synthétique de la situation de vos établissements et/ou installations à la date de la demande au regard des obligations d'accessibilité en vigueur définies par l'arrêté prévu à l'article R. 111-19-7 du code de la construction et de l'habitation

les trois écoles faisant l'objet d'un regroupement pédagogique Intégré sous gestion intercommunale doivent entièrement être mises aux normes accessibilités.

Le camping du Brégoux a déjà les blocs sanitaires aux normes PMR

L'aérodrome n'est pas accessible

L'accueil de la CoVe est actuellement accessible puisque seule cette partie du bâtiment public avait été déclarée ERP. Projet de classer l'ensemble du bâtiment en ERP ce qui nécessitera une remise aux normes complète.

Veuillez répondre sur papier libre si nécessaire

5.3 - Chiffrage et calendrier de mise en accessibilité

Les tableaux à renseigner dans la présente section diffèrent selon la durée de l'Ad'ap, la justification de cette durée et la distinction ERP/IOP (*cochez la case correspondante*) :

Ad'ap portant sur plusieurs ERP dont au moins un ERP du 1er groupe (1ère, 2ème, 3ème ou 4ème catégorie) et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée par l'ampleur des travaux nécessaires (*renseignez uniquement la sous-section 5.3.1*)

☐

Ad'ap portant sur plusieurs ERP et une durée de 4, 5 ou 6 ans justifiée par des difficultés techniques ou financières (*renseignez uniquement la sous-section 5.3.2*)

☐

Ad'ap portant sur plusieurs ERP et une durée de 7, 8 ou 9 ans justifiée par des difficultés techniques ou financières (*renseignez uniquement la sous-section 5.3.2*)

☐

Ad'ap portant sur plusieurs ERP et une durée de 7, 8 ou 9 ans justifiée par un patrimoine dont la mise en accessibilité est particulièrement complexe (*renseignez uniquement la sous-section 5.3.2*)

☐

Ad'ap portant sur plusieurs ERP ou IOP et une durée de 1, 2 ou 3 ans (*renseignez uniquement la sous-section 5.3.3*)

☒

5.3.1 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur plusieurs ERP/IOP dont un ERP du 1er groupe et sur une durée de deux périodes de 3 ans maximum justifiée par l'ampleur des travaux envisagés (Art. L. 111-7-7 II du CCH) :

Les actions concourant à la mise en accessibilité des établissements ou installations peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

Liste des ERP	Département d'implantation	Date prévisionnelle de début de la 1ère action de mise en accessibilité de l'ERP (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de fin de la dernière action de mise en accessibilité de l'ERP
ERP 1			
ERP 2			
ERP 3			

Veuillez joindre une note annexe si plus de 3 ERP

	ERP concernés par les actions de mise en accessibilité	Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut) pour l'ERP en question
Année 1		
Année 2		
Année 3		
Année 4		
Année 5		
Année 6		

	Estimation financière de la mise en accessibilité
Année 1	
Année 2	
Année 3	
Période 2 (année 4, 5 et 6)	
Total	

5.3.2 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur :

- **plusieurs ERP et sur une durée de deux ou trois périodes de 3 ans maximum justifiée par des contraintes techniques et financières (Art. L. 111-7-7 III du CCH)**
- **ou un patrimoine dont la mise en accessibilité est complexe selon les critères définis par l'article L. 111-7-7 IV du CCH et sur une durée de trois périodes de trois ans maximum**

Les actions concourant à la mise en accessibilité des établissements peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

Liste des ERP	Département d'implantation	Date prévisionnelle de début de la 1ère action de mise en accessibilité de l'ERP (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de fin de la dernière action de mise en accessibilité de l'ERP
ERP 1			
ERP 2			
ERP 3			

Veuillez joindre une note annexe si plus de 3 ERP

	ERP concernés par les actions de mise en accessibilité	Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut) pour l'ERP en question
Année 1		
Année 2		
Année 3		
Période 2 (années 4, 5 et 6)		
Période 3 (années 7, 8 et 9)		

	Estimation financière de la mise en accessibilité
Année 1	
Année 2	
Année 3	
Période 2 (année 4, 5 et 6)	
Période 3 (année 7, 8 et 9)	
Total	

5.3.3 - L'Agenda d'accessibilité programmée porte sur plusieurs ERP ou IOP et une période

Les actions concourant à la mise en accessibilité des installations peuvent être l'élaboration d'études, des demandes de devis, des appels d'offre, des interventions sur le cadre bâti et des autres actions de mise en accessibilité telles que les solutions liées à l'organisation permettant de délivrer les prestations au public.

Liste des IOP	Département d'implantation	Date prévisionnelle de début de la 1ère action de mise en accessibilité de l' ERP ou IOP (notion d'« actions » définie plus haut)	Date prévisionnelle de fin de la dernière action de mise en accessibilité de l'ERP ou IOP
ERP/ IOP 1	Vaucluse / école de St Pierre	Août 2015	Juillet 2016
ERP/ IOP 2	Vaucluse/école de Modène	3ème trimestre 2016	Décembre 2016
ERP/ IOP 3	Vaucluse/école de Suzette	1er trimestre 2016	Août 2016

Veillez joindre une note annexe si plus de 3 IOP

	ERP/ IOP concernées par les actions de mise en accessibilité	Nature de l'action de mise en accessibilité envisagée (notion d'« actions » définie plus haut) pour l'ERP ou l'IOP en question
Année 1	(ERPI) + 1ère tranche du camping du Brégoux	-Détaillé en annexe 3
Année 2	Camping du Brégoux	Détaillé en annexe 3
Année 3	Aérodrome Ventoux Edgar soumille/ Hôtel de la CoVe	Détaillé en annexe 3

	Estimation financière de la mise en accessibilité
Année 1	247 016€ TTC
Année 2	264 972€ TTC
Année 3	298 648€ TTC
Total	810 636€ TTC

5.4 - Éléments de synthèse pour le calendrier prévisionnel de mise en accessibilité de vos établissements et installations

		Nombre d'établissements ou installations pour lesquels la mise en accessibilité est achevée dans l'année ou la période					
		1e cat	2e cat	3e cat	4e cat	5e cat	IOP
Période 1	Année 1					3	
	Année 2					1	
	Année 3					2	
Période 2							
Période 3							
TOTAL :							

5.5 - Dérogations

Des demandes de dérogation seront-elles susceptibles d'être sollicitées dans le cadre de la mise en œuvre de cet agenda ?

Oui ☐ dans ce cas, en joindre la liste indicative

Non ☐

6. Engagement du demandeur et des co-signataires le cas échéant

J'atteste avoir qualité pour demander l'approbation du présent Agenda d'accessibilité programmée :

Je (nous) soussigné(s), auteur(s) de la demande, certifie (ions) exacts les renseignements qui y sont contenus.

J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier et par les chapitres II et III du titre II du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment celles concernant l'accessibilité et m'engage à respecter les règles du code de la construction et de l'habitation.

Signature du demandeur et des co-signataires le cas échéant

A Carpentras

Le 15 décembre 2015

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales,

cochez la case ci-contre ☐

Si vous êtes un particulier : La loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant lorsqu'ils ne portent pas atteinte à la recherche d'infractions fiscales et la possibilité de rectification sous réserve des procédures prévues au code général des impôts et au Livre des procédures fiscales. Ces droits peuvent être exercés à la préfecture. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande

Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)

Veuillez cocher les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande
et reporter le numéro correspondant sur la pièce jointe.

**L'attention du demandeur est attirée sur le fait que la commission d'accessibilité pourra lui demander
des pièces complémentaires si la compréhension du projet le nécessite.**

Pièces	Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
Imprimé de demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée	<input checked="" type="checkbox"/>	1
Dossier destiné à la vérification de la demande d'approbation de l'Agenda d'accessibilité programmée		
Pièces	Numéro de la pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<p>Si votre demande concerne plusieurs établissements et installations, ou uniquement des installations ouvertes au public</p> <p>– un projet stratégique de mise en accessibilité de l'ensemble des établissements et installations qui décrit :</p> <ul style="list-style-type: none"> les orientations et les priorités, notamment géographiques, techniques ou de stratégie d'évolution du patrimoine, retenues pour la mise en accessibilité de l'ensemble de ces établissements et installations, ainsi que les raisons de ces choix les éventuelles mesures de mutualisation ou de substitution proposées pendant la durée de l'agenda le coût de la mise en accessibilité de l'ensemble des établissements et installations <p>– un tableau reprenant :</p> <p style="padding-left: 20px;">un calendrier présentant le début et la fin prévisionnels des actions de mise en accessibilité de chaque établissement ou installation de l'agenda sur chacune des périodes et sur chacune des années de la première période, en y précisant le département d'implantation</p>	<input type="checkbox"/>	2
<p>- Si votre dossier comporte une demande d'étalement dans le temps de la programmation de mise en accessibilité (cf. demande d'octroi de périodes supplémentaires) en raison d'une situation financière délicate, les éléments permettant d'apprécier sa situation budgétaire et financière prévus au IV de l'article D. 111-19-34 du code de la construction et de l'habitation</p> <p>- Si vous êtes une personne de droit privé ou un établissement public dont les opérations comptables sont exécutées suivant les usages du commerce, l'attestation du commissaire aux comptes ou de l'expert comptable quand elle est exigée par l'arrêté prévu au VI de l'article D. 111-19-34 du code de la construction et de l'habitation.</p>	<input type="checkbox"/>	3
Si le propriétaire ou l'exploitant de cet (ces) établissement(s) ou installation(s) est une collectivité territoriale ou un établissement public, la délibération de, respectivement, son organe délibérant ou son conseil d'administration, l'autorisant à présenter la demande de validation de l'agenda	<input checked="" type="checkbox"/>	4
Si le propriétaire ou l'exploitant de cet (ces) établissement(s) ou installation(s) est une commune ou un établissement public de coopération intercommunale, les modalités de la politique d'accessibilité menée sur le territoire et tout particulièrement les concertations menées avec les représentants des commerçants sur les questions de voirie et d'accès de leurs établissements recevant du public	<input checked="" type="checkbox"/>	5
Si des concertations ont été menées pendant l'élaboration de l'Agenda avec les partenaires du projet, dont notamment les associations de personnes handicapées, les comptes-rendus des dites concertations	<input checked="" type="checkbox"/>	6
En cas de co-signataires, les engagements financiers de chacun d'eux	<input type="checkbox"/>	7

Récépissé de dépôt d'une demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée (Ad'ap)

Madame, Monsieur,

Le délai d'instruction de votre dossier est de QUATRE MOIS.

Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier.

Dans ce cas, le délai d'instruction de quatre mois ne commencera à courir qu'à partir de la date de réception de la dernière pièce manquante (article R. 111-19-36 du code de la construction et de l'habitation).

Si toutes les pièces manquantes n'ont pas été fournies dans le délai que l'administration vous aura accordé votre demande sera automatiquement rejetée.

Votre **dossier est complet et ne comporte pas de demande** de périodes supplémentaires :

La décision relative à votre demande sera prise dans le délai de quatre mois. À défaut de décision expresse dans ce délai, la demande d'approbation de votre Agenda d'accessibilité programmée est considérée comme accordée.

Votre **dossier est complet et comporte une demande de périodes supplémentaires** :

La décision relative à vos demandes sera prise dans le délai de quatre mois.

1) En cas de décision négative sur la demande de périodes supplémentaires, l'Agenda d'accessibilité programmée est considéré comme refusé.

2) En cas de décision positive sur la demande de périodes supplémentaires et à défaut de décision expresse sur l'Agenda d'accessibilité programmé dans ce délai, l'agenda est considéré comme accepté.

En cas de refus de la demande d'approbation d'un Agenda d'accessibilité programmée, la décision précisera le délai qui vous est laissé pour présenter une nouvelle demande.

(À remplir par les services préfectoraux)

N° de l'Ad'ap :

Identité et adresse du demandeur :

Date de dépôt de la demande :

Le projet est autorisé à défaut de réponse dans le délai de quatre mois sous réserve des dispositions exposées ci-dessus

Cachet de la préfecture,
date et signature :

Délais et voies de recours : Le délai de recours devant le tribunal administratif compétent est de deux mois à compter de la décision approuvant ou non l'Agenda ou, en cas de décision tacite, à compter de la date à laquelle la décision aurait dû être notifiée (dès lors que le dossier avait été complété).

Acquitté en PREFECTURE le 18/12/2015